

NI CORPORATISME, NI CONTRAT DE PROGRÈS!

De Gaulle est battu, ses réformes repoussées; et maintenant?

Ce référendum de 69, qu'on s'en souvienne, avait été annoncé par De Gaulle en Mai 68. Il avait alors été balayé par l'action directe des étudiants et travailleurs, il n'avait pu avoir lieu. Il n'y a pas de démonstration plus claire: la véritable réponse de la classe ouvrière à un référendum, c'est l'action directe.

En Mai 68 les appareils politiques et syndicaux ne voulaient, pas la révolution: mais en annonçant un référendum-plébiscite en pleine crise de Mai, De Gaulle était allé trop loin. Il proposa alors des élections législatives, et là, pour faire "voter à gauche", les appareils ont pu expliquer qu'il fallait rentrer dans l'Ordre. Puis il y eut Grenelle, puis Tilsitt...

Nous disons que les directions ouvrières se refusant de répondre par l'action directe à l'offensive gaulliste, en démobilisant la classe ouvrière, ont permis à la bourgeoisie de situer la lutte sur le terrain choisi par elle, celui qui lui est favorable, le suffrage universel.

Est-ce à dire que ce référendum n'avait aucune importance, aucune signification, que les travailleurs n'étaient pas concernés? La question posée était de savoir si les syndicats seraient intégrés à l'Etat de la Région au sénat, sans oublier l'intégration à l'entreprise. Il ne s'agissait pas de désigner un Président de la République, ou de donner une délégation de pouvoir à des députés.

Dans la mesure de nos possibilités nous avons demandé à nos syndicats de se prononcer pour le NON! Nous l'avons fait en anarchistes, c'est-à-dire en soulignant que ce NON ne pouvait en aucun cas signifier l'acceptation du verdict électoral, qu'il signifiait le refus des syndicats de participer aux structures corporatistes, quels que soient les résultats du référendum.

C'est ce qu'exprimait clairement un texte du 1er mars adressé à l'*Ecole Emancipée* par Salamero, Hébert et Mahé, qui disait:

"Les organisations syndicales à tous les échelons doivent répondre Non au référendum. Ce Non aura comme signification l'engagement des militants et responsables de toutes tendances de refuser en quelque circonstance que ce soit de participer aux assemblées régionales, au sénat corporatif et à toutes les structures mises en place dans le cadre du corporatisme".

C'est ce que développait Salamero au congrès confédéral Force-Ouvrière, e en ces termes: *"La confédération, à tous les niveaux, doit s'engager pour dire clairement non seulement, Non au référendum, mais aussi et surtout pour dire non à toute forme de participation des militants aux assemblées régionales et au Sénat, ainsi qu'à toutes les structures mises en place pour instaurer l'ordre corporatiste. Pour vous, le non au référendum ne se justifie que dans la mesure où il a sa suite logique dans le refus de participer, et cela, quel que soit le résultat de la consultation".*

Nous avons considéré comme positives les positions prises tant par la confédération F.O. - *"Pour ce qui est de l'engagement du syndicalisme dans les responsabilités nationales, le congrès estime qu'il doit s'arrêter aux frontières du législatif et réaffirme qu'en aucun cas, les organisations F.O. ne sauraient participer à des organismes de type corporatiste"* - qu'à la F.E.N. - *"Fidèle au principe fondamental de l'indépendance syndicale, la FEN prend l'engagement d'oeuvrer, quelle que soit l'évolution de la situation, pour que les centrales syndicales soient unanimes à refuser et à combattre l'intégration du syndicalisme à l'Etat et à l'entreprise qui demeure l'un des objectifs essentiels du Pouvoir".*

Il serait risible de dire qu'en prenant cette position nous nous sommes associés à on ne sait quel Front du

Non.... Il n'existe d'ailleurs pas de Front du Non. Et ceci nous amène à observer ce que signifie réellement la défaite de De Gaulle.

Elle signifie le rejet du Gaullisme par les travailleurs, elle signifie le refus du corporatisme par une majorité des réformistes, elle signifie aussi qu'une partie de la bourgeoisie n'ose pas suivre De Gaulle dans son intention d'instaurer les structures du fascisme en France.

Est-ce à dire que les problèmes du sous-emploi, du pouvoir d'achat, de l'agriculture, de l'Université, les graves problèmes économiques qui étouffent le capitalisme français se trouvent résolus au lendemain du référendum? Aucunement; et par conséquent la solution qu'envisageait De Gaulle pour museler la classe ouvrière et qu'il appelait la "Participation" est elle définitivement repoussée?

Peut-être sous la forme même que proposait De Gaulle au référendum (encore qu'un putsch fasciste reste toujours possible dans la mesure où la classe ouvrière n'est pas mobilisée). Mais, outre que le parti gaulliste sera probablement majoritaire dans quelques semaines, le rôle assigné aux syndicats par les Mitterand, Defferre, Marchais et Waldech Rochet dans leurs récentes déclarations témoignent de la permanence du danger. La CGT et la CFDT revendiquent leur participation à un programme commun des partis de gauche.

Si nous nous sommes battus contre la participation gaulliste, nous n'accepterions pas davantage une participation à la Wilson sous l'égide d'un gouvernement dit "démocratique et populaire". Ni corporatisme, ni "contrat de progrès"!

Fidèles à leurs principes, les anarcho-syndicalistes de 1969, comme ceux de 1906 à Amiens, lutteront pour l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis, et vis-à-vis de l'Etat.
